

# ÉTUDE DES RISQUES SANITAIRES ET ENVIRONNEMENTAUX A GOBELET, QUARTIER PRECAIRE D'ABIDJAN

**DIARRASSOUBA Bazoumana, ISSA Bonaventure Kouadio**

Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire)

**E-mails :** diarrabazo@yahoo.fr, issabonav@outlook.com

## RESUME

L'urbanisation est une source de multiples potentialités pour le développement mais dans le même temps un facteur de vulnérabilités, de risques et d'accroissement des inégalités. La croissance démographique naturelle soutenue par l'arrivée de nouveaux migrants a accentué les problèmes de gestion urbaine pour les autorités publiques à travers des difficultés liées à la planification et la maîtrise de l'urbanisation. Cette situation a conduit au développement des quartiers précaires et des habitats non respectueux des normes urbanistiques. Et, la frange de la population urbaine la plus démunie occupe ces espaces marginalisés. Gobelet, quartier précaire de la commune de Cocody en est une illustration.

La présente étude a pour objectif de mettre en évidence les raisons de la pérennisation du quartier Gobelet et les risques sanitaires et environnementaux liés à son cadre de vie. Le travail repose sur une méthodologie fondée sur l'observation directe, des entretiens auprès de différents acteurs et l'analyse documentaire.

Les résultats de l'étude montrent que Gobelet a su s'imposer dans cet espace urbain pendant plus d'un demi-siècle en faisant échec à tous les projets de déguerpissement. L'étude montre également qu'une gestion difficile du cadre de vie due à la situation géographique dans un talweg et du statut de quartier précaire conjugués à la carence en équipements d'assainissement maintient les populations de Gobelet dans un environnement malsain et les expose à des risques sanitaires.

**Mots clés :** Quartier précaire - Risque sanitaire – Environnement - Gobelet – Abidjan.

## **ABSTRACT**

### **Study of health and environmental risks in Gobelet, a precarious district of Abidjan**

The naturel population growth based on the arrival of new migrants in town's increases problems urban management for the public a authorities. Difficulties ensued from planning and mastery of urbanization leads to housing development not urbanistic norms-abiding. The very poor of the population settle in the marginalized spaces.

Gobelet, poor neighborhood of the commune of Cocody illustrates that. This study aims at highlighting the reasons of the sustainability of the neighborhood Goblet and the environmental and health risks linked to its living environment. This work rests on the methodology based on direct observation, through interview of different players and documents analysis. The analysis of the study shows that Goblet, knew how to impose itself in this urban space since more than half century to foil all projects of eviction. The study shows also a difficult management of the living environment because of the geographical location in a talweg and the statue of the poor neighborhood combined with the lack of cleaning equipements keep the population of Gobelet in unhealthy environment and expose them to health risks.

**Key words:** Poor neighborhood - Health risks - Environment - Gobelet – Abidjan

## INTRODUCTION

La ville d'Abidjan connaît à partir de la décennie 70-80 une urbanisation accélérée due à l'industrialisation et à une prospérité économique sans précédent. Cette situation a favorisé de nombreux mouvements migratoires vers la métropole ivoirienne. La population y est passée de 951.000 habitants en 1975 à 2.118.395 en 1998 (INS 1998) pour atteindre 4.707.404 en 2014 (INS-RGPH, 2014). Cette croissance rapide de la population est à l'origine de nombreux problèmes. En effet, la métropole ivoirienne éprouve de réelles difficultés à accueillir dans de meilleures conditions les nouveaux migrants. L'un des problèmes les plus préoccupants et récent est celui de l'insuffisance de logements avec pour corolaire l'inaccessibilité à un logement décent et à coût modéré (ISSA, 2014).

Pour répondre à la forte demande de logement, des projets de construction de logements sociaux ont été initiés par les gouvernants ivoiriens. Le dernier en date est celui du président Alassane OUATTARA et son gouvernement dès leur prise de fonction en 2011. Nonobstant ces efforts consentis par les gouvernements successifs, de nombreuses demandes d'hébergement restent toujours à satisfaire. Il se pose donc avec acuité une insuffisance de logement à loyer modéré face à une demande accrue de la population. Ainsi, la population urbaine se loge " là où elle peut " sans toutefois tenir compte des règles d'urbanisme qui régissent le cadre de vie et de logement. Cette manière de faire est l'une des raisons de la prolifération des quartiers précaires dans la ville d'Abidjan. Or, parler de quartiers précaires, c'est parler de mal-logement, de problèmes de santé, d'accès à l'eau potable, des conséquences néfastes, tant du point de vue humain qu'écologique (KOFFI, 2013).

Malgré cette situation difficile de vie dans ces espaces urbains défavorisés, ces quartiers naissent et s'accroissent dans la ville d'Abidjan. Ainsi, on dénombre dans le District Autonome d'Abidjan 132 quartiers précaires qui sont répartis dans toutes les communes du District. Ces quartiers sont bâtis sur une superficie de 50.170.465 m<sup>2</sup> soit 3,62 % de la superficie d'Abidjan et abritent une population estimée à 1.345.255 habitants soit 20,09 % de la population abidjanaise (PNUD, 2014) ; même la commune huppée de Cocody n'y échappe pas car on y dénombre 13 quartiers précaires, dont Gobelet qui fait l'objet de cette étude.

Situé en plein cœur de la commune de Cocody, le quartier précaire Gobelet s'étend sur une superficie de 0,49 km<sup>2</sup>. Ce qui lui confère la position de deuxième quartier précaire le plus vaste de la commune après Colombie (un autre quartier précaire de Cocody). Ce quartier, très connu des Abidjanais a su résister à de nombreuses tentatives de déguerpissement initiées par les autorités publiques. En plus de cela, Gobelet se fait remarquer par son cadre

de vie et son environnement très insalubre avec pour conséquence une récurrence des problèmes de santé pour les populations qui y vivent et pour les populations environnantes. Le paradoxe de cette situation est que ce quartier malgré qu'il constitue une menace pour le bien-être des populations à travers les risques environnementaux et sanitaires, brave toutes les menaces de démolition engagées par les autorités en charge de l'aménagement urbain. Pour une meilleure compréhension de cette situation, des interrogations s'imposent :

- Comment Gobelet parvient-il à résister aux différentes opérations de déguerpissement entreprises par l'État ?
- Quelles sont les populations qui résident dans ce quartier ?
- Quels sont les risques sanitaires et environnementaux que l'on rencontre dans le cadre de vie de ces populations ?

La réponse à ces interrogations fonde l'objectif de cette étude qui doit faire ressortir les motivations réelles des habitants à résider dans un tel quartier, source de problèmes de santé.

Pour mener à bien les enquêtes, nous avons émis des hypothèses ci-dessous que nous avons vérifiées sur le terrain.

- Les habitants de Gobelet ont mis en place une organisation qui leur permettent de résister aux menaces de déguerpissement de l'autorité publique ;
- À forte dominante étrangère, la population de Gobelet exerce dans le secteur informel ;
- La persistance des maladies hydriques et parasitaires à Gobelet est due à l'état insalubre du cadre de vie et de l'environnement.

## **1. DONNÉES ET MÉTHODES**

Pour atteindre nos objectifs, nous avons eu recours aux données primaires des institutions (INS<sup>I</sup>, OMS<sup>II</sup>, Banque mondiale, Structures Étatiques ou privés), des documents existants et aux résultats de nos enquêtes de terrain.

### **1.1. Données de l'étude**

Les informations de l'INS issues du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 1998 et 2014 ont constitué la base des données pour la rédaction de cet article. Ces données concernent le nombre d'habitants, l'ethnie et la nationalité, le nombre de ménages pour les années 1998 et 2014. Des données ont aussi été collectées au niveau des Ministères de la Construction, du Logement et de l'Assainissement Urbain. Elles sont

---

<sup>I</sup> Institut National de la Statistique (Côte d'Ivoire)

<sup>II</sup> Organisation Mondiale de la Santé

relatives aux modes d'occupation du sol urbain. En outre, le Ministère de la Salubrité Urbaine, à travers sa structure ANASUR<sup>III</sup>, nous a renseignés sur les modes d'évacuation des eaux usées et des ordures ménagères. Par ailleurs, les données du Rapport National sur l'état et le devenir de la Population de la Côte d'Ivoire (RPCI) 2010 ont été analysées pour une meilleure connaissance des conditions de vie des ménages de ce quartier. Aussi, des données cartographiques ont été recueillies au service du cadastre de Cocody. Le fond de carte de la commune a permis la réalisation de la carte de localisation de la zone d'étude. Sur la carte de localisation, les polygones nommés Gobelet 1 et Gobelet 2 constituent la zone d'étude. Toutefois, tout au long de ce travail, le nom Gobelet sera utilisé pour représenter Gobelet 1 et 2.

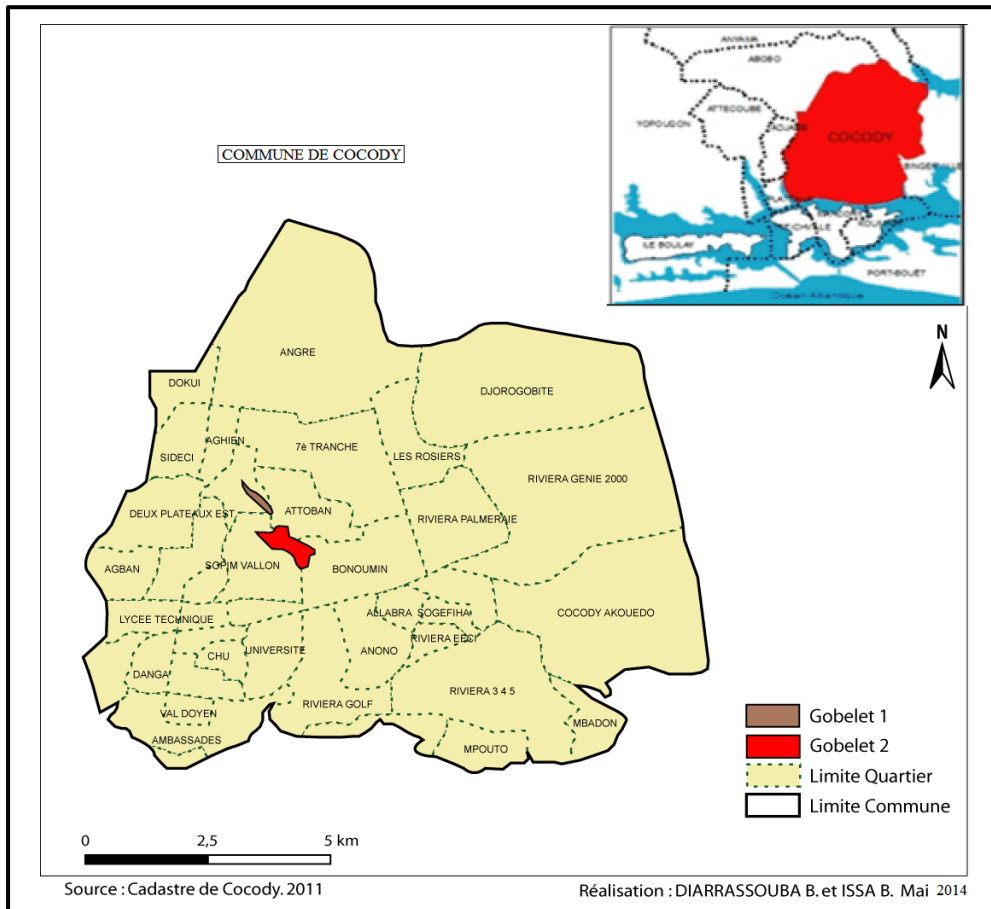
Le quartier précaire Gobelet est situé en plein cœur de la commune de Cocody. Il s'étend sur 0,49 km<sup>2</sup>, soit 0,38 % de l'espace communale de Cocody et se présente comme le deuxième quartier précaire le plus vaste de la commune juste après Colombie<sup>IV</sup> (PNUD 2014). À l'Ouest de Gobelet, nous avons les quartiers Deux Plateaux et Sopim Vallon ; au Nord, 7<sup>e</sup> tranche ; à l'Est nous avons Attoban et Bonoumin (figure 1).

---

<sup>III</sup> Agence Nationale de la Salubrité Urbaine

<sup>IV</sup> Le quartier précaire Colombie est de par son étendue (0,92 Km), le quartier précaire le plus vaste de la commune de Cocody.

**Figure 1 : Localisation de la zone d'étude (Gobelet 1 et 2 dans la commune de Cocody à Abidjan)**



L'ensemble des données recueillies a été utile pour mieux apprécier le niveau d'activité et la densité de la population en vue de mieux comprendre la gestion du cadre de vie. Par ailleurs, ces données ont servi de fil conducteur pour l'enquête de terrain.

## **1.2. Méthodes de collecte et d'analyse des données**

### ***1.2.1. Méthodes de collecte des données***

Une enquête de terrain a été réalisée à l'aide d'un questionnaire auprès des ménages et des interviews auprès des autorités en charge de la gestion urbaine. Dans le cadre de l'enquête par questionnaire, des questions ouvertes et /ou fermées ont été adressées aux populations, en général et aux chefs de ménages, en particulier. La méthode de choix raisonné a été utilisée pour sélectionner un échantillon de chef de ménage. Elle consiste à choisir des critères pertinents qui permettent de constituer un échantillon

représentatif des chefs de ménages dans ce quartier précaire. Les critères de choix utilisés sont : l'âge, le sexe, la nationalité et le niveau d'instruction. Ces quatre critères restent selon les pré-enquêtes les plus accessibles. Ainsi, pour une population totale de 8484 habitants (INS, 2014) représentée par 2161 ménages, nous avons fait des enquêtes auprès de 10 % de ces ménages, soit 216 chefs de ménages répartis dans tout le quartier. En outre, un guide d'entretien a été élaboré pour servir de feuille de route lors des entretiens avec les autorités en charge de la gestion urbaine et environnementale. Il s'agit des agents des Ministères techniques et de la mairie de Cocody qui assurent au quotidien cette responsabilité.

### *1.2.2. Méthodes d'analyse des données*

Les données recueillies ont été traitées et organisées afin de faciliter leur interprétation et leur utilisation. Alors, nous avons eu recours au traitement manuel et informatique. Le traitement statistique a permis la réalisation de tableaux, de diagrammes, à l'aide du logiciel Excel 2013. Avec Word 2013, nous avons fait les saisis des textes. Quant à l'analyse cartographique des données, le logiciel QGIS (2.0.1) a été utilisé.

## **2. RÉSULTATS**

### **2.1. De la genèse à la pérennisation : plusieurs échecs de déguerpissement**

De par sa situation géographique, Gobelet ne répond pas aux normes urbanistiques. Ce quartier est dans un talweg et se prolonge tout le long d'un canal d'évacuation des eaux usées (figure 2).

Créé en Janvier 1952, selon nos informateurs, Gobelet serait à l'origine un village Yacouba<sup>V</sup> ; le nom « gobelet » est donc une déformation de « Gopleu » qui veut dire en Yacouba le village de « Goh ». Gobelet se positionne comme l'un des plus vieux quartiers précaires de la commune de Cocody. Nos entretiens (avril 2014) au MCLAU<sup>VI</sup>, nous ont révélé qu'avec l'arrivée des constructions modernes dans la commune de Cocody dès la décennie 70, le village Gobelet a cédé les espaces affectés à la construction

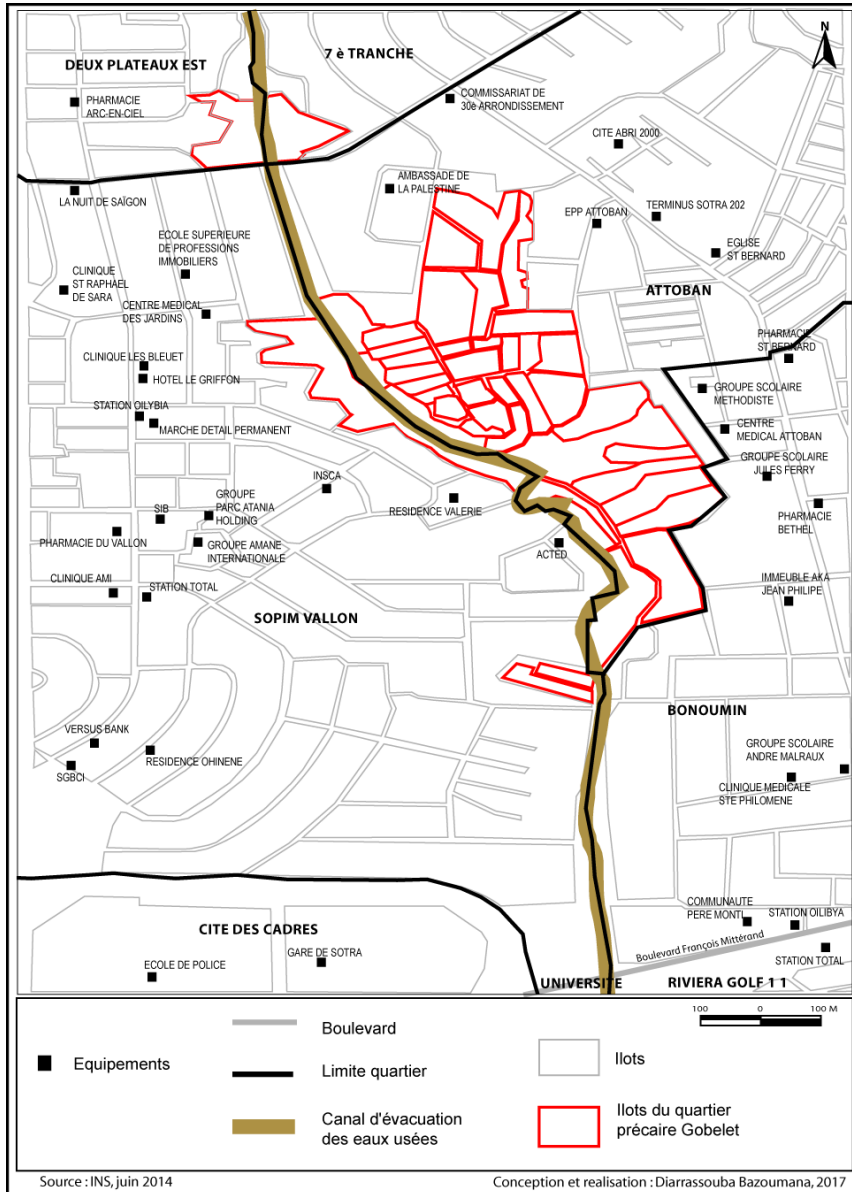
---

<sup>V</sup> La Côte d'Ivoire compte quatre grands groupes ethniques qui sont les Akan, les Mandés (mandés du Sud et mandés du Nord), les Gour et les Krou. Les Yacouba font partis du groupe ethnique les Mandés du Sud et viennent de l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Ils sont du sous-groupe les Dan

<sup>VI</sup> Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme (Côte d'Ivoire)

aux villas modernes et s'est retranché dans le talweg (sa situation géographique actuelle).

**Figure 2 : Gobelet : un quartier bâti dans une zone non aedificandi**



L'enquête précise aussi qu'à cette époque, les habitants de Gobelet étaient les manœuvres (maçons, menuisiers, carreleurs, ...) participant aux travaux de constructions des logements modernes. Ces hommes de métiers, n'ayant pas de grands moyens financiers pour s'assurer au quotidien la

mobilité domicile-lieu de travail, ont construit les premières baraques dans ce talweg. Simple dortoir pour quelques manœuvres et « agents de sécurité » pendant la construction des villas modernes de Cocody, Gobelet a su traverser le temps et a réussi à s'imposer dans l'espace urbain de la commune.

Bien qu'étant en milieu urbain, le quartier de Gobelet a conservé depuis sa création jusqu'aujourd'hui, une organisation villageoise. La chefferie dans ce quartier appartient selon nos enquêtes à la famille la plus ancienne sur le site quelle que soit sa nationalité. Actuellement, il est dirigé par Ouédraogo Salif (chef du village) de nationalité Burkinabé. Le chef du village est le garant et le représentant officiel du quartier. Dans l'exercice de ses fonctions, il se fait accompagner de 3 notables et de 11 chefs de quartiers. Les 11 chefs de quartiers représentent les 11 sous-quartiers de Gobelet. Toutefois, face aux nombreuses menaces de déguerpissement, une brigade de sécurisation a été mise en place dans le quartier. Placée sous l'autorité du chef de village, la brigade de sécurisation a pour mission principale d'apporter une réponse à tous les projets de déguerpissement entrepris par les pouvoirs publics. Elle est composée de 38 jeunes volontaires. En cas de menace de déguerpissement, le chef du village reçoit l'information d'un habitant du quartier qui a un parent travaillant dans les ministères ou autres structures chargées d'accomplir cette mission. Parfois, l'information vient de la descendance collatérale et le lien germain qui constituent un canal efficace d'échange d'informations entre les personnes nanties vivant dans les quartiers de haut standing de Cocody et celles de Gobelet. Il s'agit généralement des cousins, neveux, nièces, [...] des parents ayant une aisance financière et qui (pour une raison ou une autre) ne veulent pas d'eux chez eux. Alors, cette frange de la population qui représente 28,03 % des ménages enquêtés est toujours informée par un parent aisé sur tous les projets de déguerpissement initiés par l'État. De ce fait, la brigade de sécurisation est alertée afin d'organiser la résistance.

Les populations de Gobelet sont soutenues dans la lutte contre les déguerpissements par des personnes extérieures à travers des moyens financiers et matériels. Il s'agit d'appui de personnes qui ont des intérêts avec ou sur ce site. En effet, étant logées dans les quartiers modernes, certaines personnes ont développé des activités à but lucratif à Gobelet (vente illégale d'eau de la SODECI<sup>VII</sup> et d'électricité de la CIE<sup>VIII</sup> à travers des branchements anarchiques,...). Ou encore, des personnes qui ont leurs parents résidants sur le site.

---

<sup>VII</sup> SODECI : Société de Distribution de l'Eau en Côte d'Ivoire

<sup>VIII</sup> CIE : Compagnie Ivoirienne de l'Électricité.

Dès que le chef du village a des informations de menace de déguerpissement sur le site, il convoque une réunion d'urgence et met immédiatement en place une stratégie de résistance. Par conséquent, armée de gourdins, armes blanches et armes à feux par moment, cette brigade érige des barrages à toutes les entrées et sorties du quartier. Elle contrôle et identifie les personnes qui entrent et sortent du quartier. Ces barrages leur permettent aussi, de repousser farouchement toutes les structures venues accomplir la mission de déguerpissement. Cette stratégie justifie l'échec du déguerpissement entrepris par l'État de Côte d'Ivoire en Mai 2009. Baptisée opération « Orsec<sup>IX</sup> », elle était pilotée par la préfecture d'Abidjan qui s'est faite appuyer par les services techniques de la mairie de Cocody. C'est d'ailleurs pour pallier cette situation qu'en juillet 2014, l'État va envoyer les forces de l'ordre (la police et la gendarmerie) pour assurer la sécurisation de cette nouvelle opération. Mais la population de Gobelet, déjà préparée à cette éventualité a organisé une résistance armée face aux forces républicaines en juillet 2014. Par conséquent, les affrontements ont occasionné de nombreux dommages, dont des pertes en biens matériels et en vies humaines. Cette situation a fait replier l'État et l'a donc obligé à négocier avec la population.

Par ailleurs, les pouvoirs publics ont leur responsabilité dans la prolifération et la pérennisation de ce type de quartier dans le District d'Abidjan. En effet, les pouvoirs publics ont toujours négligé les phases de naissance ou de création des quartiers précaires. Ces quartiers naissent par la construction d'une baraque, de deux et au fur à mesure c'est tout un quartier qui se crée. Ainsi, le quartier grandit tout en occupant les zones non viabilisées et qui ne répondent pas aux normes urbanistiques. Gobelet qui était à l'origine constitué d'une dizaine de baraques devient un vaste quartier et abrite avec le temps une importante population.

De 5335 habitants en 1998, on est passé à 8484 habitants en 2014 (INS-RGPH, 1998 ; 2014). Avec cette population importante, le déguerpissement et la relocalisation des populations de ce quartier précaire deviennent un problème social et parfois trop onéreux pour les pouvoirs publics. Le coût financier important des projets de déguerpissements et/ou de relocalisation des populations des quartiers précaires amène les pouvoirs publics (Mairie de Cocody, District autonome d'Abidjan et l'Etat) à se rejeter la faute ou la responsabilité de la lutte contre ce type de quartier. Le laxisme dans la gestion de Gobelet est à l'avantage des habitants de ce quartier. Au fil

---

<sup>IX</sup> L'opération Orsec était une opération entreprise par le ministère de l'intérieur, représenté par la préfecture de région d'Abidjan. L'opération visait à délocaliser les habitants des quartiers précaires qui vivaient dans les quartiers dits quartier à risques. Il s'agit généralement des quartiers précaires exposés aux risques d'inondations et de glissement de terrain.

du temps, la population continue d'évoluer et de vaquer à ses activités sans inquiétude.

Les enquêtes menées révèlent aussi que certains habitants de Gobelet bénéficient de titres fonciers et ont développé un attachement poussé avec ce site. En effet, un protocole d'accord a été contracté entre ces populations et les propriétaires terriens d'Anono le 29 août 2006 selon le porte-parole du chef de village de Gobelet. Cette clause qui les lie aux propriétaires terriens les pousse à croire qu'ils y sont installés en toute légalité. Pour eux, le déguerpissement est synonyme d'accaparement de terrain au profil d'autres personnes. Le porte-parole du chef a affirmé en ces termes: « *on veut voler notre terrain et nous chasser comme si nous sommes venus nous installer de manière clandestine. C'est sur notre corps qu'ils vont passer, car nous avons la loi avec nous. Nous sommes dans la légalité* ». Alors quelles sont les populations qui occupent réellement le site de Gobelet ? Quelles sont leurs activités ?

## **2.2. Une population composite exerçant dans l'informel**

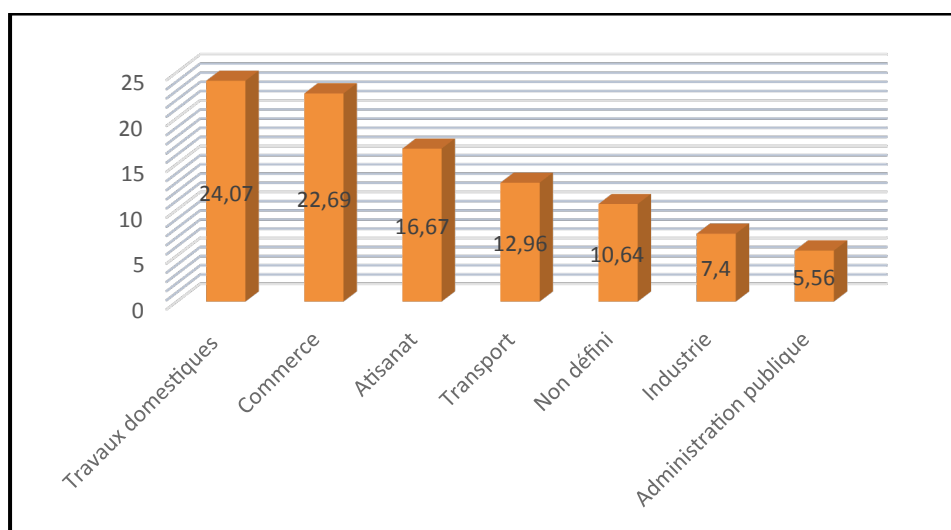
Deux groupes se partagent l'espace de Gobelet : les nationaux et les non-nationaux. La population des nationaux du quartier selon le RGPH-2014 occupe une proportion de 53,82 % contre 46,28 % pour la population étrangère (?). Quant à la population ivoirienne, elle présente une diversité culturelle qui se caractérise par la présence de plusieurs ethnies. D'une manière générale, l'on note au sein de ce groupe les mandés, les akans, les Gour les krou, les naturalisés. Le groupe des Akans est le groupe dominant avec 29,70 % de la population totale de Gobelet. Le reste de la population ivoirienne de ce quartier se répartit comme suit : Mandé du Nord (8,41 %), Mandé du Sud (1,91 %), les Gour (4,61 %) et les Krou (6,52 %).

Selon (INS-RGPH, 2014) à Gobelet, on a 47,35 % d'hommes contre 52,65 % de femmes. Ainsi, la structure de la population de Gobelet selon l'âge est caractérisée par la prédominance de la population jeune (15 à 35 ans) avec 60,19 % de la population totale. La frange des adolescents (moins de 15 ans) de cette population est aussi importante avec 28,07 % de la population totale. La proportion des personnes âgées (60 ans et plus) est de 1,56 % de cette population.

Toutefois, aussi composite qu'elle soit, cette population vit dans un même cadre de vie et exerce les mêmes activités rémunératrices. Il ressort des enquêtes menées auprès des chefs de ménages de Gobelet que les activités rémunératrices les plus dominantes exercées par les chefs de ménages dans ce quartier sont les suivantes (figure 3) : les travaux

domestiques<sup>X</sup> (24,07 %), le commerce (22,69 %), l'artisanat (16,67 %) et le transport (12,96 %). Les femmes touchent généralement un salaire de 30 à 80 000 Fcfa. Quant aux hommes, ils gagnent un salaire mensuel de 45 à 100.000 Fcfa le mois.

**Figure 3 : les types d'activités économiques des chefs de ménages de Gobelet en 2014**



Source : enquêtes terrain, Mai 2014

Le commerce exercé par les 22,69 % des ménages est dominé dans l'ensemble par "le petit commerce". Le petit commerce à Gobelet est constitué par la vente de poissons fumés, de beignets, de Garbas (Attiéké accompagné de poisson-thon frit), charbons et autres. À la suite des commerçants, nous avons les transporteurs. Ils sont constitués de chauffeurs et de propriétaires de véhicules de transports et représentent 12,96 % des chefs de ménages enquêtés. L'activité du transport occupe une partie de la jeunesse déscolarisée de Gobelet. Quant aux artisans, ils représentent 16,67 % des chefs de ménages enquêtés et regroupent des couturiers, des ferrailleurs et des mécaniciens. Dans cette catégorie, nous rangeons aussi toutes personnes qui exercent pour son propre compte un art mécanique ou un métier manuel souvent de type traditionnel.

<sup>X</sup> Nous avons défini les travaux domestiques comme tout type de travaux menés par une tierce personne dans le ménage d'une autre contre un salaire mensuel. Ces travaux consistent à faire la cuisine, le nettoyage et l'entretien de la maison et des enfants (pour les femmes) et pour les hommes, dans ces ménages, ils sont parfois coursiers et (majeur d'homme), chauffeurs de la famille, jardinier ou gardien de maison.

Parallèlement à ces activités dominantes, il existe d'autres non moins importantes exercées par les chefs de ménages. Nous avons aussi les fonctionnaires de l'État qui représentent 05,56 % des chefs de ménages enquêtés. Ce sont les chefs de ménages qui travaillent dans l'administration publique. Ces agents de l'État, nous ont rassuré qu'ils habitent ce quartier précaire pour pouvoir se faire des économies, mais aussi pour arriver à se réorganiser. En témoignent les propos de M. KOUMAN : « *mon cher, on se cache ici pour se faire un peu d'économies, Abidjan est trop dure* »<sup>XI</sup>. Les autres qui se retrouvent dans l'industrie sont des contractuels et des journaliers. Ils sont tous à la zone industrielle de Vridi. Bien qu'exerçant dans différentes activités économiques, ces populations vivent au quotidien dans un environnement dont la gestion leur revient. En effet, quel est l'état environnemental et sanitaire de ce quartier ?

### **2.3. D'un cadre de vie malsain à la persistance de problèmes de santé**

Gobelet présente deux types d'habitats : l'habitat évolutif et l'habitat spontané ou précaire. Quel que soit le type d'habitat, il reste à signaler que Gobelet a un manque sévère en infrastructures et équipements. Cette situation oblige parfois ses habitants à vivre dans un environnement très insalubre marqué par des dépôts d'ordures dans les ruelles du quartier. Il y a aussi une insuffisance ou l'inexistence de systèmes d'évacuation des ordures et des eaux usées qui favorise la forte présence des eaux stagnantes (photo 1) dans le quartier. Or, les ordures ménagères et les eaux usées sont de véritables gîtes des agents pathogènes (moustiques, cafards, rats, mouches,...) qui sont des vecteurs de maladies.

Selon les enquêtes menées à Gobelet, environ 60% des ménages ne disposent pas de toilettes. Les populations contraintes par cette situation, ont transformé les espaces publics et les zones inhabitées en des lieux d'aisances. Aussi, sur les 40% de ménages qui disposent des toilettes, plus de la moitié de ces toilettes ne respectent pas les normes d'assainissement. Elles ne disposent ni de fosses septiques, ni de puits perdus et les eaux vannes s'écoulent à l'air libre. Ce qui conduit à la contamination du sol et des sources d'approvisionnement en eau. Les excréta constituent des foyers d'infestation où les insectes vont proliférer et propager l'infection. Ils attirent les animaux domestiques, les rongeurs et la vermine. Les analyses montrent que la pollution fécale est le plus gros danger auquel les ménages sont exposés. Le tableau I met en évidence les modes de transmission des

---

<sup>XI</sup>M. KOUMAN (lors de notre enquête en mai 2014) est un fonctionnaire de l'État de Côte d'Ivoire.

pathologies par les vecteurs issues de la carence de la gestion des cadres de vie à Gobelet.

**Photo 1** : Stagnation des eaux pluviales et vannes à Gobelet



Source : Cliché ISSA Bonaventure, Mai 2014

**Tableau I** : Modes de transmission des pathologies par les vecteurs issus des tas d'immondices

Vecteurs	Maladies	Mode de transmission
Les mouches	Dysenterie, diarrhée, choléra, fièvre typhoïde,...	Elles prennent germes les pathogènes sur les excréments d'animaux, WC, tas d'ordures, matière en décomposition puis contamine l'eau, les aliments destinés à l'homme.
Les moustiques	Paludisme, fièvre jaune, dengue, éléphantiasis,...	Ils prennent les germes chez une personne malade et les transmettent à un homme sain lors d'une piqûre de la femelle à la recherche de repas de sang
Les cafards	Diarrhée, dysenterie, choléra, fièvre jaune,....	-Ils se cachent le jour dans les endroits chauds, humides et obscurs comme les latrines, les réseaux d'égouts, les regards, les puisards, les fosses septiques, les tas d'ordures. -La nuit, cherchant à manger, ils souillent les valises et les aliments avec les germes pathogènes ramassés dans leur cachette de la journée.

ÉTUDE DES RISQUES SANITAIRES ET ENVIRONNEMENTAUX A  
GOBELET, UN QUARTIER PRECAIRE D'ABIDJAN

Les Souris	Salmonellose, peste, typhus, rage, fièvre typhoïde,...	-Elles contaminent les aliments par ses excréments et ses urines, elles transmettent du même coup des maladies graves -Elles constituent souvent le réservoir de la peste et du typhus
------------	--	---

**Source :** Enquêtes terrain, Avril 2014

La pollution fécale est la principale source de transmission des maladies dans les ménages avec pour vecteurs privilégiés l'eau et le défaut d'assainissement. Une attention particulière doit être portée sur des diagnostics qui devront identifier les liens qui existent entre eux (l'eau et le défaut d'assainissement), en mettant en évidence les voies de transmission. Une mauvaise gestion de la déjection peut la répandre. Aussi cette défaillance à ce stade peut entraîner son contact avec d'autres corps (eau, sol, mouches, main). Elle pourra atteindre la bouche à ce niveau par le biais de l'eau ou des mains souillées. Ce contact déjection-bouche expose donc la population à des risques sanitaires.

À Gobelet, la dégradation de l'environnement et l'insalubrité grandissante qui l'accompagne favorisent la prolifération des agents pathogènes et exposent de plus en plus les populations aux maladies. Les données obtenues auprès des ménages révèlent que le paludisme, le ballonnement de ventre, la diarrhée et les infections cutanées constituent les maladies les plus courantes dans les 11 sous-quartiers de gobelet (tableau II).

**Tableau II :** Répartition des ménages selon les pathogènes déclarées

Maladies	Nombre cas observés	Proportion ménage (%)
Paludisme	71	32,87
Diarrhée et dysenterie	63	29,17
Maladies cutanées	37	17,13
Toux	11	05,09
Typhoïde	16	07,41
Autres maladies	18	08,33
Totaux	216	100

**Source :** Enquêtes terrain, Mai 2014

### 3. DISCUSSION

Gobelet, en tant que quartier précaire de la commune de Cocody est une réponse au problème de logement existant dans la métropole abidjanaise pour les populations démunies. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui pousse AZUELA et QUERRIEN (1995) à affirmer que, la fonction première des

quartiers précaires est l'habitat. Pour lui, c'est parce qu'ils avaient besoin d'un logement que les habitants ont fondé puis agrandi ces quartiers. En ce sens, leur fonction résidentielle est indispensable au fonctionnement de la ville dans son ensemble. Les quartiers précaires logent une partie non négligeable de la population des villes qui ne peuvent se trouver un logement à moindre coût dans les quartiers huppés. YAPI-DIAHOU (1998) soutient cette thèse en affirmant que l'accès au bidonville est motivé principalement par le besoin de logements moins chers, quel que soient la nationalité, le type d'activité, la catégorie professionnelle d'appartenance des locataires ou des propriétaires. Comparativement à ces résultats, il ressort des analyses que Gobelet n'est pas né subitement pour répondre à des besoins de logement d'une population démunie. C'est un quartier issu d'un village qui a progressivement évolué. De son site de départ, les résidents ont été contraints par le développement de la commune de Cocody à s'installer sur un site non aedificandi. C'est une zone où il est formellement interdit de s'installer parce qu'elle présente des contraintes naturelles, car elle est située dans un talweg qui dresse un canal d'évacuation des eaux usées.

Par ailleurs, pour AUBERTIN (1989) cité par YAPI-DIAHOU (2003), les proportions de populations qui vivent dans les quartiers précaires ou celles qui y travaillent sont dominés par des migrants installés depuis de longue date et de provenance territoriale, ethnique et culturelle diversifiées. Cette réalité est confirmée par les résultats de l'étude. Les enquêtes ont montré qu'avec le temps, une population composite et pauvre a profité de la proximité de Gobelet d'avec les logements modernes de Cocody pour s'y installer. En se retranchant dans le talweg en 1970, le site de Gobelet a été une réponse aux problèmes de logement pour des populations moins nanties venues travailler sur les sites de construction des logements modernes de Cocody.

Un rapport de l'OMS (1990) stipule qu'un facteur primordial dans la croissance rapide des bidonvilles et des quartiers précaires dans les pays en développement a été la naissance d'une forte population urbaine caractérisée par une grande inégalité des revenus. Le rapport précise qu'une forte proportion de citoyens n'a pratiquement aucune possibilité d'acheter légalement une parcelle, reliée aux réseaux de distribution d'eau et d'égouts, sur laquelle pourrait être édifié un logement. Pour cette frange de la population, l'habitation se résume à la seule fonction d'abri. Ici, ces logements n'assurent aucune protection contre la chaleur ou le froid extrêmes ; ils n'ont aucune isolation contre le bruit ou l'invasion par la poussière, la pluie, les insectes et les rongeurs parfois vecteurs de maladies. En ce qui concerne l'évacuation des excréta humains, des eaux usées et des déchets solides, les populations de Gobelet peinent à trouver une méthode pour sa gestion efficace. Dans le quartier précaire Gobelet, les lieux d'habitations

et les terrains vagues sont quotidiennement contaminés par des matières fécales et d'autres déchets font courir de grands risques de santé, notamment chez les enfants. ISSA(2014) soutient cette thèse et précise que, les causes de l'insalubrité à Gobelet résulte de : la proximité entre l'homme et les animaux domestiques, la fumée des foyers (le bois de chauffe et l'allumage du charbon), les parasites, l'assainissement nul ou insuffisant, la contamination de l'eau potable. D'où de graves problèmes de santé publique : prédominance des maladies infectieuses et parasitaires (paludisme, bilharziose, trypanosomiase, choléra, etc.).

## CONCLUSION

Gobelet est un quartier précaire de la commune de Cocody qui a résisté à toutes les opérations de déguerpissements malgré l'intensification des tentatives par le gouvernement. C'est un quartier qui bénéficie d'une organisation farouche d'autodéfense contre toutes les menaces avec un chef et ses notables. Les résultats de l'étude ont révélé aussi de difficiles conditions de vie des populations dans ce milieu urbain défavorisé. Un lien étroit est mis en évidence entre la dégradation du cadre de vie et la santé des populations. Les conditions difficiles du logement, les carences avérées dans la gestion des ordures ménagères et des eaux usées maintiennent la population dans un environnement malsain. De nombreux vecteurs de maladies (moustiques, les rats, les cafards, les mouches,...) s'y développent et sont à l'origine de plusieurs maladies environnementales (paludisme, IRA, maladies diarrhéiques...).

Au vu des résultats de l'étude, nous suggérons aux pouvoirs publiques, à défaut de déplacer et de reloger toute la population de Gobelet, de créer les conditions de vie saine pour elle. Cela se traduira par l'insertion de ce quartier précaire dans les projets d'assainissement de la commune tout en associant les résidents du quartier dans les prises de décision.

## BIBLIOGRAPHIE

AUBERTIN (C.), 1989. « Itinéraire urbain autour de Brazalia, entre le locatif et l'invasion », in *Cahiers des Amériques latines* n°8, pp. 91-112.

AZUELA (A.) et QUERRIEN (A.), 1995. « La propriété, le logement et le droit. Circonstances sociales et formes juridiques », in *les annales de la recherche urbaine. Régularisation des propriétés*, n°66. Paris, pp. 5-11.

COULIBALY (A.), 2006. *Environnement et santé dans les quartiers précaires résidentiels 1, Cocody et Banfora à Korhogo*. Mémoire de maîtrise, IGT, Université de Cocody, Abidjan, 137 p.

INS (Institut National de Statistique), 1998. *Recensement Général de la Population et de l'Habitat*, Abidjan, Côte d'Ivoire.

INS (Institut National de Statistique), 2014. *Recensement Général de la Population et de l'Habitat*, Abidjan, Côte d'Ivoire.

ISSA (B.), 2014. *Cadre de vie et problèmes de santé à Gobelet, un quartier précaire dans la commune de Cocody, Abidjan-Côté d'Ivoire*, Mémoire de Master, Université Alassane Ouattara, Bouaké, 125 p.

OMS, 1990. *L'urbanisation, ses incidences sur la santé de l'enfant, possibilités d'actions publiées avec la collaboration du programme des Nations unies pour l'environnement*, Genève, Suisse, 130 p.

OMS, 1994. *crise de la santé en milieu urbain les stratégies de la santé pour tous face à une urbanisation galopante, rapport des discussions techniques de la quarantième assemblée générale de la santé*, Genève, Suisse, 95 p.

PNUD, 2014. *Diagnostic et plan d'amélioration des quartiers précaires des 13 communes du district d'Abidjan : rapport diagnostic district d'Abidjan*, district d'Abidjan, Abidjan, 223 p.

PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME, 2003. *Rapport d'activités 2001, 2002, 2003*. Abidjan, 27 p.

REPCI, 2010. *Rapport national sur l'état et le devenir de la population de Côte d'Ivoire*, Ministère du Plan et Développement, Abidjan, 245 p.

TRAORE (M.), 2013. *Prévention de la malnutrition en contexte urbain à travers une collaboration synergique entre les services de santé et les communautés du quartier populaire d'Abidjan : GOBELET*, Rapport final, CIAI-Unicef, 203 p.

YAPI-DIAHOU (A.), 2000. *Baraques et pouvoirs dans l'agglomération abidjanaise*, l'harmattan, Paris, 250 p.

YAPI-DIAHOU (A.), 1985. *Bidonville d'Abidjan : de la baroque à la maison en dur : conditions de logement, perspectives de résidences et perception de l'espace : enquête auprès de 100 résidents dans les bidonvilles de la zone industrielle de Koumassi*, Orstom, Abidjan, 47 p.

YAPI-DIAHOU (A.), 2003. *La recherche urbaine à l'épreuve des milieux marginalisés dans la ville*, EDUCI, Abidjan, 123 p.